

Duchesneau dirigera une force anticollusion

L'ancien chef du SPVM continue à réclamer une enquête publique sur la construction

24 février 2010 | Antoine Robitaille | Justice



Photo: Jacques Nadeau - Le Devoir
Construction

Québec — Confronté à des soupçons grandissants, le gouvernement Charest a recruté Jacques Duchesneau, qui fut entre autres chef du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour diriger une nouvelle unité anticollusion au sein du ministère des Transports. Cette autre mesure pour éviter l'enquête publique sur la construction réclamée par de nombreux acteurs et observateurs a été annoncée hier par la ministre Julie Boulet en marge du dévoilement d'investissements massifs de 4,2 milliards dans le réseau routier pour 2010-2011.

La ministre des Transports a expliqué qu'elle répondait ainsi à une récente recommandation du Vérificateur général (VG), lequel blâmait en novembre le ministère — plus grand donneur d'ordres de l'État — pour sa gestion. Le VG avait aussi enjoint au MTQ de se donner «une stratégie visant à détecter des conditions de marché problématiques».

Ebquête publique?

Or, l'automne dernier, devant les révélations qui se multipliaient au sujet de l'octroi des contrats au Québec, M. Duchesneau avait été de ceux qui réclamaient la tenue d'une enquête publique sur la construction, ce que le gouvernement rejette encore «pour l'instant», selon une expression encore utilisée par la ministre hier.

Sur cette question, l'ancien policier a soutenu ne pas avoir changé d'idée. À ses yeux, les enquêtes policières sont insuffisantes puisqu'elles «regardent en arrière», les faits passés. En plaidant pour une enquête publique, il voulait souligner l'importance de regarder aussi «en avant» afin de mettre en place des «mesures préventives». Or, selon lui, l'unité anticollusion créée hier aura justement cette propension à prévenir. Elle constituera un «complément» à l'opération Marteau. «Les plus longs voyages commencent par un premier pas», a-t-il toutefois ajouté.

Surveillance étroite

L'unité anticollusion aura pour mandat «d'assurer une surveillance étroite des marchés, de prévenir la fraude, la collusion, la malversation et de mettre en place des mécanismes de détection de la collusion», a expliqué Mme Boulet. Elle sera en contact constant avec l'opération Marteau et le ministère de la Sécurité publique. Le mandat de M. Duchesneau est de deux ans. La ministre Boulet n'a pu préciser le coût de l'embauche de ce dernier. Il est en négociation avec le Secrétariat aux emplois supérieurs (SES), a expliqué Mme Boulet, qui ne pouvait préciser non plus si M. Duchesneau allait continuer à toucher ses revenus de retraite.

Le MTQ s'est aussi montré avare de détails quant à l'équipe qui entourera M. Duchesneau. Préciser si c'est «deux, vingt-deux ou deux cent vingt-deux personnes» donnerait trop d'indications aux criminels, a précisé le sous-ministre du MTQ, Michel Boivin. «Le crime organisé a le bras long [sic]», a lancé M. Duchesneau, et devant les investissements records dans les infrastructures ces dernières années, l'univers des transports a «quelque chose qui peut être attirant pour des gens qui ont des idées malsaines». M. Duchesneau a assuré le ministère de «bons résultats» à venir.

Pas 30 %

Par ailleurs, la ministre Boulet a nié vigoureusement hier que le coût de construction au Québec serait de 30 % supérieur aux États voisins. Les partis d'opposition, entre autres, ont affirmé qu'une étude de Transports Canada démontrait ce «supplément Québec». «C'est sans fondement; nos coûts de construction sont comparables à ceux du Nouveau-Brunswick», a-t-elle insisté en se référant aux résultats préliminaires d'une étude comparative avec cette province, mais aussi avec l'Ontario.

Lorsqu'on lui a demandé si le gouvernement avait une idée des montants que la collusion avait fait perdre au Québec dans les dernières années, la ministre a semblé nier l'existence même du problème pour lequel la nouvelle unité est créée: «C'est de la pure fabulation [...] il n'y a rien qui prouve ce que vous avancez au sujet de la collusion.» Mme Boulet a au reste indiqué que le MTQ n'a jamais eu l'expertise pour faire enquête correctement sur ce problème; d'où la nécessité de créer une unité.

Pour l'opposition, le gouvernement, en créant cette unité, «reconnaît qu'il y a un problème de collusion au Québec», a fait savoir le critique péquiste en matière de sécurité publique, Bertrand St-Arnaud. Il soutient toutefois qu'en refusant de lancer une enquête publique, le gouvernement «manque de respect envers les Québécois qui veulent savoir ce qu'il en est des multiples révélations dans le monde de la construction. La vraie solution, c'est la commission d'enquête».

Investissements importants à Montréal et à Québec

Des 4,2 milliards annoncés hier, la métropole recevra 508 millions. Une bonne partie ira au parachèvement de l'autoroute 25 entre Laval et Montréal. La reconstruction de l'échangeur Turcot coûtera 96,2 millions. Le MTQ compte aussi investir 83,4 millions dans l'autoroute 40, notamment pour

les échangeurs Décarie et des Laurentides; 65,6 millions iront au réaménagement de l'échangeur Dorval et 20,8 millions, à la réfection des ponts d'étagement de l'échangeur Anjou. Un montant de 26,3 millions sera consacré à la réfection du pont Viau reliant Montréal à Laval.

La région de Québec n'est pas en reste. Elle recevra 460 millions dans le prochain exercice budgétaire. Les sommes iront aux projets suivants: le réaménagement de l'échangeur des autoroutes Charest et Robert-Bourassa (74 millions); le réaménagement de l'autoroute Duplessis (11,6 millions) et la réfection des structures élevées de l'autoroute Dufferin-Monmorency (10,8 millions).

Quant au transport collectif, le MTQ y consacrera 1,2 milliard en 2010-2011, un «record en terme d'investissement», a souligné la ministre, précisant que cela ajoutait 100 millions au budget dévolu à ce domaine l'an dernier.